

Coronavirus : le gouvernement doit aider la petite pêche côtière selon l'ONG Bloom

Par La Provence (avec AFP)



Pour Bloom, qui lancé un appel signé par des 390 scientifiques, pêcheurs, élus, restaurateurs, chefs étoilés, mareyeurs, il faut "prioriser les aides publiques vers la petite pêche côtière et non la pêche industrielle".

PHOTO - AFP/ARCHIVES - MARCEL MOCHET

Les aides prévues par le gouvernement pour aider le secteur de la pêche à traverser la crise du coronavirus doivent permettre d'éviter "*une faillite de la petite pêche côtière*" et pas seulement soutenir la pêche industrielle, demande aujourd'hui l'ONG Bloom.

La France a obtenu début avril de Bruxelles la possibilité de mettre en oeuvre un dispositif de soutien à l'arrêt temporaire des navires, une réactivation du dispositif d'aide au stockage qui avait été suspendu depuis fin 2018, ainsi que l'activation des mesures de soutien aux entreprises aquacoles.

Pour Bloom, qui lancé un appel signé par des 390 scientifiques, pêcheurs, élus, restaurateurs, chefs étoilés, mareyeurs, il faut "*prioriser les aides publiques vers la petite pêche côtière et non la pêche industrielle*".

L'ONG demande que les aides publiques ne soient pas "*dictées et captées par les armements industriels*" et que soient inclus dans les négociations des représentants de la petite pêche côtière, des prud'homies de pêcheurs, d'ONG environnementales et des scientifiques.

"*À l'heure actuelle, le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, verrouillé par la pêche industrielle, est l'unique interlocuteur du gouvernement*", assure Bloom.

La fermeture des restaurants a privé la pêche française de 50% de la consommation intérieure en France, et provoqué une chute des cours qui a amené une immense majorité des équipages à rester à quai.